

Le Burundi réclame des réparations à l'Allemagne

Deutsche Welle, 17.06.2019 Cent seize ans après la signature du traité de Kiganda en juin 1903 entre le roi Mwezi Gisabo et les colons allemands, le gouvernement burundais réclame la réparation des dommages causés par la colonisation allemande.

Mais aucun recours officiel n'a été engagé et les demandes pourraient se limiter à un soutien financier pour les célébrations de l'indépendance en juillet. Avec le traité de Kiganda, le Burundi a perdu son indépendance. Les historiens burundais considèrent souvent cet événement comme lié à la destruction de la croyance, l'histoire et la culture burundaises. Jean Marie Nduwayo est historien et enseignant à l'Université du Burundi, il explique que "Mwezi Gisabo reconnaissait la suprématie de l'Allemagne et il acceptait du même coup la soumission du Burundi. Donc, le Burundi perdait son indépendance et acceptait d'être une colonie allemande, un territoire placé sous le protectorat allemand. En signe de soumission, de victoire allemande, ils ont remis un drapeau et une lettre de protection au roi Mwezi Gisabo. Le deuxième aspect est une sorte de sanction car Mwezi Gisabo devait payer une amende de 424 vaches." 116 ans plus tard, certaines institutions réclament la réparation des dommages causés par l'Allemagne lors de la colonisation du Burundi. Amorce d'une procédure judiciaire ? Isaac Bakanibona est le représentant légal de l'Association pour la consolidation de la paix au Burundi. Pour lui, seule une procédure judiciaire permettrait d'obtenir réparation. "Que le gouvernement burundais saisisse la justice et ce sera celle-ci de déterminer la nature des réparations qu'il faut donner au peuple burundais. Mais les travailleurs qui ont tracé les routes : leurs familles sont connues, il faut les indemniser et on doit déterminer la valeur des biens qui ont été détruits," souligne Mr. Bakanibona. Selon le gouvernement burundais le traité de Kiganda aurait constitué une perpétuation de l'esclavage négrier et à ce titre, la responsabilité de l'Allemagne devrait s'illustrer par une réparation financière. Jean-Claude Ndenzako Karerwa est le porte-parole du président de la République du Burundi, selon lui "l'exigence de réparation de ce crime monstrueux, d'esclavage négrier et de colonisation, est légitime pour le Burundi et pour tous les pays du monde qui ont enduré ces crimes. Prenons l'exemple des festivités du 1er juillet qui coûtent plus d'un milliard de franc burundais chaque année. Puisque le Burundi était indépendant cinq siècles avant la colonisation, ce sont les pays colonisateurs du Burundi et plus particulièrement l'Allemagne qui devraient prendre en charge les dépenses en rapport avec la célébration de la fête de l'indépendance." Contacté sur cette question, l'ambassadeur d'Allemagne à Bujumbura n'a pas souhaité s'exprimer sur cette question d'un soutien financier. Il faut préciser que le Burundi fait face à des soucis financiers graves depuis l'arrêt de la coopération internationale suite à la crise politique de 2015. Ce qui peut expliquer aussi ce genre de requête.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});